

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

MB/AG

A R R E T E

N° **961356** du 22 JUIL. 1996 portant
prescriptions complémentaires à la Société des TUILERIES J.-Ph. STURM, dans le cadre
de la remise en état du site de sa carrière exploitée à ASPACH-LE-BAS

- - - -

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et son décret d'application n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié,
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 et notamment son article 18,
- VU le code minier,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 modifié portant règlement sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert,
- VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des mines et des carrières,
- VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives,
- VU le décret n° 94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission Départementale des Carrières,
- VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- VU** l'arrêté préfectoral n° 81316 du 31 janvier 1986 autorisant la Société Tuileries J. Ph. STURM à poursuivre une exploitation de loess sur ASPACH-le-BAS,
- VU** le remembrement cadastral intervenu en 1982,
- VU** la déclaration de cessation d'activité du 12 février 1996 de la Société Tuileries J. Ph. STURM et le mémoire annexé,
- VU** l'avis de la Direction Départementale de l'Equipement du 10 octobre 1995 en ce qui concerne la possibilité de déroger sur la limite de la carrière à la banquette de protection des 10 mètres le long de la RN 83,
- VU** l'avis de la municipalité d'ASPACH-le-BAS du 5 septembre 1995 en ce qui concerne la réalisation d'un profil unique le long du chemin rural ALTER SENNHEIMER WEG sans raccordement du chemin rural QUERER WEG au fond de la carrière,
- VU** l'avis de la municipalité d'ASPACH-le-BAS du 26 février 1996 en ce qui concerne la déclaration de cessation d'activité de la Société Tuileries J. Ph. STURM,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 22 MARS 1996
- VU** l'avis de la Commission Départementale des Carrières du 30 MAI 1996

CONSIDERANT qu'il convient de fixer les travaux de réaménagement à effectuer sur le site de la carrière J. Ph. STURM d'ASPACH-le-BAS afin qu'elle puisse s'insérer dans l'environnement et être restituée à l'usage agricole,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

ARRETE

Article 1er

La Société des Tuileries J. Ph. STURM, dont le siège social est BP 5, 68420 EGUISHHEIM, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires suivantes qui s'appliquent à sa carrière d'ASPACH sise sur les parcelles suivantes :

Intitulé des zones au dossier de cessation d'activité	ancien parcellaire		nouveau parcellaire	
	parcelles	section	parcelles	section
Zone 2	34 36 37 38 39 40 41 42	34	151 150 149 148 147 146 145 144	36
Zone 3	partie de 43 et 44	34	partie de 71 et 72	38
	situées à 125 mètres du chemin rural longeant le fossé Ertzenmattengraben			
	partie de 47 à 57	32	partie de 47 à 57	32
	situées à 125 mètres du chemin rural longeant le fossé Ertzenmattengraben			
Zone 4	18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33	34	143 142 141 140 139 138 137 136 135 134 133 132 131 130 129 128	36

Article 2

Les travaux de réaménagement du site seront réalisés conformément aux plans, coupes et données techniques contenus dans le mémoire de remise en état du site annexé à la déclaration de cessation d'activité du 12 février 1996 en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Article 3 - Travaux de remise en état à réaliser sur la zone 2

- La banquette de protection longeant le chemin rural dit "ALTER SENNHEIMER WEG" sera raccordée en pente douce au fond de fouille.
- Le fond de fouille de la zone 2 sera raccordé à celui de la zone 4, en aménageant une pente de terrain telle que les eaux pluviales de ruissellement de la zone 2 soient naturellement drainées vers le bassin de recueillement et d'infiltration à mettre en place dans l'angle NORD-EST de la zone 4.
- Préalablement aux travaux de terrassement à effectuer sur la zone 2, il sera procédé au décapage des terres végétales. Celles-ci seront répandues sur les terrains de la zone après réalisation des travaux précédemment cités.
- Des arbres d'essence locale seront plantés à l'angle SUD-EST de la parcelle 151 section 36, en continuité du bois existant.

Article 4 - Travaux à réaliser sur la zone 4

- L'ensemble des terrains de fond de fouille de la zone sera nivelé et reprofilé pour créer une pente destinée au drainage naturel des eaux pluviales de ruissellement vers l'angle NORD-EST de la zone.
- Un bassin de recueillement des eaux pluviales ayant ruisselé sur les terrains exploités en carrière des zones 4 et 2 sera créé dans le secteur NORD-EST de la zone.

Ce bassin sera dimensionné pour permettre une bonne infiltration des eaux pluviales recueillies.
- Il sera maintenu sur les hauts de talus EST, SUD et OUEST de la zone une banquette de protection d'une largeur suffisante pour garantir la bonne stabilité des terrains et ouvrages situés en limite de l'exploitation autorisée.

La largeur de la banquette de protection devra être au moins égale à :

- 3 mètres pour les côtés SUD et EST,
- 5 mètres pour le côté OUEST.

Les hauts de talus seront raccordés au fond de fouille selon les pentes définies dans le mémoire annexé à la déclaration de cessation d'activité à savoir :

- de l'ordre de 15 % du côté EST
 - de l'ordre de 10 % du côté SUD
 - inférieure ou égale à 100 % du côté OUEST.
- Après mise en forme il sera procédé au régalinge sur les banquettes de protection, talus et fond de fouille, de la terre végétale provenant des terrains avant l'exploitation de la carrière.
 - Sous réserve de l'autorisation du propriétaire des terrains, des arbres d'essence locale seront plantés sur la partie Nord des parcelles 128, 129 et 130 section 36, en bordure du chemin de défrètement longeant la RN 83 et dans la continuité du bois existant plus au Nord.

Article 5 - Travaux divers

- Avant le régalinge des terres végétales, et si le fond d'exploitation est peu perméable, un ripage des terrains devra être réalisé.
- Tout apport sur le site de la carrière de matériaux destinés au remblaiement de l'excavation est strictement interdit.

Article 6 - Echéances

- L'ensemble des travaux de réaménagement de la carrière devra être achevé dans un délai de 6 mois.
- Dès la fin des travaux de remise en état, la Société Tuileries J.Ph. STURM devra en informer le Préfet du Haut-Rhin.

A cette déclaration devra être annexé un plan parcellaire de l'ensemble du site à l'échelle 1/1000 sur lequel seront reportés :

- la date de levé du plan,
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation,
- les limites de pentes ascendantes et descendantes des talus,
- les courbes de niveau (équidistantes) et les cotes d'altitude des points de levé et des points significatifs,
- la position du bassin d'infiltration des eaux pluviales,
- les voies d'accès menant au site et les chemins ruraux de périphérie de la carrière,
- les coupes (profils réalisés dans la pente pour chacun des côtés de la zone 4) avec des échelles horizontales et verticales égales.

AMPLIATION - PUBLICITE

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- M. le Sous-Préfet de THANN,
- M. le Maire de ASPACH-LE-BAS,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipeement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- Mme le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles d'Alsace (Conservatoire Régional de l'Archéologie),
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Alsace :
trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société des TUILERIES J.-Ph. STURM, exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de ASPACH-LE-BAS.

Fait à COLMAR, le 22 JUL. 1996

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Délai et voie de recours

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou par l'exploitant que dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Pour les tiers, la présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG que dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

Signé : J.C. BURMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Département du Haut-Rhin

Commune de ASPACIL le BAS

Carrière J. P. STURM

PLAN TOPOGRAPHIQUE

avec
Courbes de Niveau

et
Parcellaire

Echelle : 1/1000



Plan Topographique
à l'échelle de 1/1000
pour la commune de ASPACIL le BAS
Département du Haut-Rhin
N° de la carte : 1/1000
N° de la section : 36
N° de la parcelle : 1082
N° de la feuille : 1/1000

